

**Pré-études ATEX et audits ATEX avec
élaboration et mise à jour du DRPCE
(Document Relatif à la Protection
Contre les Explosions), formation des
personnels aux risques ATEX pour les
sites accueillant les systèmes de
radiosondages fonctionnant à
l'hydrogène**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
commun aux**

**ACCORDS-CADRES n° 2436A0025-26-27-
28-29-30**

Vos interlocuteurs Météo-France :
Direction des achats publics
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse Cedex 01

Table des matières

Cahier des clauses particulières.....	4
1. Nature des accords-cadres.....	4
1.1. Présentation.....	4
1.2. Objet des accords-cadres.....	4
1.3. Décomposition du marché public.....	4
2. Documents contractuels.....	5
3. Forme du marché public et procédure de passation.....	5
4. Durée du marché public.....	6
5. Démarrage des prestations et délais de réalisation.....	6
6. Montant des accords-cadres.....	6
7. Notification des informations et des décisions.....	6
8. Description des prestations.....	6
8.1. Planning des prestations.....	6
8.2. Pré-étude ATEX.....	7
8.3. Audit de mise à jour du DRPCE.....	7
8.4. Formation des personnels de Météo-France des sites ultra-marins aux risques ATEX.....	8
8.5. Consultance.....	8
8.6. Documents nécessaires à la réalisation des pré-études et audits.....	8
8.7. Prestations exceptionnelles.....	8
9. Modalités d'exécution des prestations.....	9
9.1. Bons de commande.....	9
9.2. Documents nécessaires à la réalisation des pré-études et audits ATEX.....	9
9.3. En cas de groupement d'opérateurs économiques.....	9
10. Livrables.....	9
10.1. Pré-études ATEX.....	9
10.2. Audit de mise à jour du DRPCE.....	10
10.3. Formation des agents des DROM-COM aux risques ATEX.....	10
10.4. Consultance.....	10
11. Délais d'exécution.....	10
11.1. Stipulations particulières.....	10
12. Livraison.....	10
13. Opérations de vérification et admission.....	10
13.1. Opérations initiales de vérification et d'admission.....	10
13.2. Stipulations particulières en cas d'ajournement, de réfaction ou de rejet.....	11
14. Obligations du titulaire.....	11
14.1. Assurances.....	11
14.2. Accès réglementé aux locaux.....	11
14.3. Insertion sociale.....	11
14.4. Obligations environnementales du titulaire.....	11
14.5. Secret professionnel.....	11
14.6. Transfert des données.....	12
14.7. Information et conseil.....	12
15. Garantie.....	12
16. Personnes désignées pour l'exécution des prestations.....	12
17. Propriété intellectuelle.....	13
17.1. Régimes des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards.....	13
18. Protection des données personnelles.....	13
18.1. Obligations du titulaire.....	13
18.2. Mesures de sécurité.....	13
18.3. Sous-traitance.....	13
18.4. Droit d'information des personnes concernées.....	14
18.5. Notification des violations de données à caractère personnel.....	14

18.6. Assistance.....	14
18.7. Registre des catégories d'activités de traitement.....	14
18.8. Documentation.....	14
19. Établissement des prix.....	15
19.1. Définition.....	15
19.2. Révision des prix.....	15
19.3. Modalités applicables en cas de titulaire étranger.....	15
20. Paiements.....	16
20.1. Avance.....	16
20.2. Modalités de paiement.....	16
20.3. Intérêts moratoires.....	16
20.4. Établissement des factures.....	16
21. Cession ou nantissement des créances.....	17
22. Pièces et attestations à fournir.....	17
22.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail).....	17
22.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail).....	17
22.3. Liste nominative du personnel étranger.....	17
22.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs.....	18
23. Pénalités.....	18
23.1. Pénalités pour retard.....	18
23.2. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel.....	18
23.3. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale.....	19
23.4. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale.....	19
24. Résiliation.....	19
25. Litiges et attribution de juridiction.....	19
26. Dérogations.....	19

1. Nature des accords-cadres

1.1. Présentation

Météo-France possède un réseau opérationnel terrestre de radiosondage automatisé avec gonflement des ballons à l'hydrogène. Ce réseau concerne dix sites : Le Raizet (Guadeloupe), Ajaccio (Corse), Nouméa (Nouvelle-Calédonie), Faaa (Polynésie française), Le Chaudron (La Réunion), Cayenne (Guyane), Brest, Bordeaux, Nîmes et Trappes (Métropole hors Corse).

Pour gonfler les ballons avec du gaz hydrogène, ces sites sont équipés d'un générateur à hydrogène permettant la production automatique de gaz au fur et à mesure de la consommation.

L'utilisation du gaz hydrogène génère un risque d'explosion.

Sur chaque site, le Robotsonde et le générateur automatique d'hydrogène, propriétés de Météo-France, sont des matériels certifiés atmosphère explosive (ATEX).

Ces dix sites ont fait l'objet d'un audit ATEX, de DRPCE, et les personnels concernés ont été formés.

La directive européenne 1999/92/CE transposée en droit français relative au risque d'explosion oblige Météo-France à répondre aux exigences de la réglementation ATEX (ATmosphère EXplosive).

Pour répondre à ces exigences, et dans une perspective de protection de la sécurité des travailleurs, Météo-France doit autant que de besoin, pour ces dix sites, mettre à jour le DRPCE (document relatif à la protection contre les explosions) et organiser des sessions de formations ATEX pour le personnel d'exploitation et de maintenance.

D'autre part, le réaménagement probable du site de Trappes peut amener à déplacer le système automatique de radiosondage. Dans ce cas, Météo-France devra procéder à une pré-étude ATEX des locaux et des sites susceptibles d'accueillir un générateur d'hydrogène avec ses réservoirs de stockage et d'un nouvel audit ATEX lorsque l'installation aura été réalisée.

Enfin une étude de faisabilité pour équiper les sites d'Atuona et de Rikitea (Polynésie française) d'un système de radiosondage automatique avec gonflement des ballons à l'hydrogène a été réalisée. Ces deux sites fonctionnent actuellement avec des systèmes manuels. Dans l'éventualité d'une décision de mise en œuvre de l'automatisation sur ces deux sites, seule la pré-étude ATEX sur la durée du marché est à prévoir.

Au-delà de l'installation de générateur d'hydrogène, il peut être également étudié les stations dans lesquelles il est produit de l'hydrogène à partir de bouteille GIP.

1.2. Objet des accords-cadres

Les présents accords-cadres ont pour objet, pour les sites accueillant les systèmes de radiosondages automatiques fonctionnant au gaz hydrogène, les pré-études ATEX, les audits ATEX avec élaboration ou mise à jour du document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE), et la formation des personnels d'exploitation et de maintenance aux risques ATEX (ATmosphère EXplosive).

1.3. Décomposition du marché public

Le marché public est alloti. Il est décomposé en six lots suivant la répartition géographique des sites de radiosondage de Météo-France comme suit :

Lot	Numéro de l'accord-cadre	Désignation des prestations	Sites
1	2436A0025	Pré-études ATEX et élaboration du DRPCE Consultance	Métropole et Corse : Ajaccio, Brest, Bordeaux, Nîmes, Trappes
2	2436A0026	Mise à jour DRPCE Formations ATEX	Nouvelle-Calédonie : Nouméa
3	2436A0027	Pré-études ATEX Mise à jour DRPCE Formations ATEX	Polynésie française : Faa'a et sites d'Atuona et de Rikitea
4	2436A0028	Mise à jour DRPCE Formations ATEX	Guadeloupe : Raizet
5	2436A0029	Mise à jour DRPCE Formations ATEX	La Réunion : Le Chaudron
6	2436A0030	Mise à jour DRPCE Formations ATEX	Guyane : Félix Eboué

2. Documents contractuels

Le présent marché public est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement (un par lot) et son annexe financière dûment signé, dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi soit :

- Acte d'engagement et annexe financière n° 2436A0025 pour le lot 1 ;
- Acte d'engagement et annexe financière n° 2436A0026 pour le lot 2 ;
- Acte d'engagement et annexe financière n° 2436A0027 pour le lot 3 ;
- Acte d'engagement et annexe financière n° 2436A0028 pour le lot 4 ;
- Acte d'engagement et annexe financière n° 2436A0029 pour le lot 5 ;
- Acte d'engagement et annexe financière n° 2436A0030 pour le lot 6 ;

2. le présent cahier des clauses particulières (CCP) commun aux accords-cadres n° 2436A0025-30 dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

3. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Il peut être consulté depuis le site internet <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> ;

5. le mémoire technique du titulaire, qui s'applique en tout ce qui ne serait pas contraire aux stipulations définies dans les documents ci-dessus, lesquelles prévalent en cas de contestation ;

6. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire, sur ses tarifs ou au dos de ses factures qui serait contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

3. Forme du marché public et procédure de passation

Le marché public est établi en application du code de la commande publique.

La procédure mise en œuvre est la procédure adaptée en application des articles R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique.

- Forme du marché :

Le marché public est passé sous la forme d'accords-cadres mono attributaire à bons de commande en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

Cahier des clauses particulières commun aux accords-cadres n° 2436A0025-30	Pré-études ATEX et audits ATEX avec élaboration et mise à jour du DRPCE, formation des personnels aux risques ATEX pour les sites de Météo-France accueillant les systèmes de radiosondages fonctionnant à l'hydrogène	Page 5 / 20
----------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------

4. Durée du marché public

Chaque accord-cadre est passé pour une durée ferme de quatre ans et prend effet à sa date de notification.

5. Démarrage des prestations et délais de réalisation

Les commandes peuvent être passées à compter de la date de prise d'effet du marché public

Les bons de commandes peuvent être passés durant la période de validité de l'accord-cadre et s'exécuter au-delà de la date de validité de l'accord-cadre, sans que leur durée d'exécution dépasse de plus de six mois cette date de fin de validité.

Des représentants de Météo-France et du titulaire se réunissent peu de temps après la notification dans un délai maximum de trente (30) jours, sans surcoût, pour préciser certaines modalités de mise en œuvre :

- Planning des prestations pluri-annuel ;
- organisation du suivi du contrat...

6. Montant des accords-cadres

Pour chaque accord-cadre le montant maximal des prestations susceptibles d'être commandées durant la validité de l'accord-cadre, éventuelles périodes de reconduction comprises, est :

- Lot 1 : 78 000 € TTC ;
- Lot 2 : 7 200 € TTC ;
- Lot 3 : 39 000 € TTC ;
- Lot 4 : 6 000 € TTC ;
- Lot 5 : 9 000 € TTC ;
- Lot 6 : 6 000 € TTC.

Ces montants ne constituent pas un engagement de commande de la part de Météo-France. Le titulaire du marché ne peut prétendre à une indemnité si ce montant n'est pas atteint au terme du marché.

Si le montant maximal est atteint, l'accord-cadre prend fin de plein droit, sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité.

Les prix des prestations de chaque accord-cadre sont mentionnés à l'annexe financière de l'acte d'engagement de chaque accord-cadre.

7. Notification des informations et des décisions

La notification au titulaire des informations et décisions prises par Météo-France pour l'exécution du présent marché public peut être réalisée par courriel. Le destinataire accuse réception des courriels adressés par Météo-France en précisant la date et l'heure de leur réception. Cette date et cette heure font courir les délais applicables prévus par le marché public. En l'absence de réception par Météo-France d'un accusé de réception dans un délai de huit jours à compter de leur envoi au titulaire et par dérogation aux articles 2 et 3.1.1 du CCAG/PI, les informations et décisions adressées par courriel sont réputées réceptionnées par le titulaire et notifiées à la date et à l'heure de leur envoi.

8. Description des prestations

8.1. Planning des prestations

Les dates exactes des prestations sont fixées en commun accord entre Météo-France et le titulaire.

L'estimation est établie sur un scénario prévisionnel non contractuel qui, en complément des pré-études et audits, prend en compte un renouvellement de la formation environ tous les deux ans, ainsi que la mise à jour du DRPCE environ tous les deux ans.

Scénario prévisionnel non contractuel sur toute la durée du marché public ; les quantités, lieux et dates mentionnées sont purement indicatifs et peuvent varier :

Cahier des clauses particulières commun aux accords-cadres n° 2436A0025-30	Pré-études ATEX et audits ATEX avec élaboration et mise à jour du DRPCE, formation des personnels aux risques ATEX pour les sites de Météo-France accueillant les systèmes de radiosondages fonctionnant à l'hydrogène	Page 6 / 20
----------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------

N° accord-cadre	Pré-étude ATEX éventuellement en distanciel	Mise à jour du DRPCE et présentation éventuellement en distanciel	Formation aux risques ATEX (initiale et éventuellement de rappel tous les trois ans environ) éventuellement à distance	Consultance
2436A0025 lot 1	1 (Trappes - date non définie)	8 (Ajaccio, Brest et Trappes 2024-2027, Bordeaux et Nîmes 2026)		Suivant besoin
2436A0026 lot 2		1 (Nouméa 2026)	1	
2436A0027 lot 3	2 possibles (îles polynésiennes pour les GIP)	1 (Faaa en 2026) 1 possible Atuona	1 à 2	
2436A0028 lot 4		2 (2024 - 2027)	1	
2436A0029 lot 5		2 (2024-2027)	1	
2436A0030 lot 6		1 (2025)	1	

8.2. Pré-étude ATEX

La pré-étude ATEX de site porte sur les locaux et sites susceptibles d'accueillir une installation de production d'hydrogène (générateur et réservoirs de stockage). Elle doit permettre de préparer l'installation ou la modification d'un élément de l'installation pour les stations de radiosondage (déplacement, modification du mode de génération d'Hydrogène...). Le résultat de cette pré-étude doit être la fourniture d'un DRPCE décrivant les contraintes sur l'implantation et les travaux d'infrastructure pour que le déploiement des systèmes respecte la réglementation ATEX.

A l'issue de la pré-étude, le titulaire rédige formellement toutes les recommandations de travaux ou de choix d'emplacement permettant l'adéquation de ces installations avec le risque d'explosion.

Étant donné la distance de certains sites, cette pré-étude peut être proposée à partir de support multimédia ou visioconférence sur support mobile. (En fin de période du marché, les moyens de communications devraient s'améliorer et permettre une visioconférence.)

8.3. Audit de mise à jour du DRPCE

L'audit ATEX est réalisé après l'installation d'un ensemble de radiosondage (système automatique de radiosondage + générateur d'hydrogène + réservoirs de stockage + abri de gonflage).

L'audit ATEX est destiné à vérifier l'adéquation des matériels, équipements et installations au regard des zones ATEX dans lesquelles ils se situent. Au terme de l'audit, le titulaire fournit un rapport mentionnant les écarts observés par rapport aux exigences de la réglementation ATEX.

L'audit ATEX comprend également, pour chaque site, l'élaboration du document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE).

A partir du DRPCE réalisé précédemment (par la pré-étude) ou du DRPCE existant, Météo-France se fixe comme objectif une mise à jour tous les trois ans. Cet audit est composé de deux parties :

- a) Une phase sur place sur une journée avec :
 - L'examen du site pour la mise à jour du DRPCE ;
 - Présentation du DRPCE aux agents afin de les sensibiliser aux spécificités du site et de l'installation dont ils ont la charge :
 - Présentation des zonages ATEX du site associés à la matrice du risque explosif ;
 - Mesures organisationnelles de prévention des explosions précisant le type d'intervenant (opérateurs, encadrants, responsables de sites, préventeurs, etc.) ;
 - Mesures techniques par localisation des zones.

Cette présentation peut inclure des éléments transmis préalablement par le Département de l'Observation en Altitude (DOA).

- b) Une phase au retour :
 - Fourniture du rapport de mise à jour dans les délais :
 - Le livrable mentionne les écarts observés par rapport aux exigences de la réglementation ATEX

en vigueur ;

- Une première version du rapport doit être livrée dans les quinze jours pour relecture.

Pour les sites difficiles d'accès, cette prestation peut être réalisée à distance.

8.4. Formation des personnels de Météo-France des sites ultra-marins aux risques ATEX

Les formations sont réalisées sur site ou à distance, en langue française, pour huit (8) personnes maximum. Destinées à un panel d'agents plus large (personnel d'exploitation, de maintenance et/ou d'encadrement), elles doivent couvrir les risques ATEX et aller au-delà de la présentation du DRPCE aux agents d'exploitations (cf. paragraphe 8.3 « Audit de mise à jour du DRPCE »).

Les dates exactes des formations des personnels de Météo-France aux risques ATEX sont fixées en commun accord avec le titulaire.

Les formations des personnels aux risques ATEX sont programmées à chaque fois que possible simultanément à l'audit ATEX ou à la mise à jour du DRPCE. Une formation des personnels peut aussi être effectuée au format distanciel.

Il est à noter que pour les sites de France métropolitaine (y compris Corse), cette formation est prise en charge par le service de formation permanente de Météo-France.

8.5. Consultance

Afin de répondre à des besoins ponctuels, Météo-France souhaite pouvoir acheter des prestations intellectuelles comme, par exemple, des :

- Supports dans le cadre de production d'outils (documents, vidéos...) de formation et réglementation et information ;
- Analyses de vulnérabilité.

Le prix de cette prestation est mentionné dans l'annexe financière du lot 1 (Métropole et Corse) ; l'unité de compte est la journée.

Cette prestation peut aussi s'étendre au-delà de la métropole et concerner les DROM-COM. Elle fait alors l'objet d'un bon de commande établi sur la base d'un devis, dont l'unité de compte est la journée, validé par Météo-France.

8.6. Documents nécessaires à la réalisation des pré-études et audits

Météo-France s'engage à fournir au titulaire l'ensemble des documents nécessaires à la réalisation de la prestation, à savoir :

- L'étude d'adéquation technique du robot de radiosondage automatique à la réglementation ATEX.
- Le zonage ATEX du robot de radiosondage automatique.
- L'étude d'adéquation technique du générateur d'hydrogène à la réglementation ATEX.
- Le zonage ATEX du générateur d'hydrogène.

8.7. Prestations exceptionnelles

Si des prestations liées à l'objet d'un accord-cadre mais initialement non prévues sont à réaliser, Météo-France informe le titulaire et lui demande de fournir un devis sur lequel est précisé la prestation demandée, le coût, ainsi que le lieu d'exécution de la prestation.

Si le devis est accepté par Météo-France, un bon de commande est émis qui donne lieu à une facturation au titre de l'accord-cadre correspondant.

Le montant maximal de ces prestations ne peut excéder cinq pour cent (5 %) du montant cumulé des bons de commande hors prestations exceptionnelles déjà réalisées au moment de la commande exceptionnelle.

9. Modalités d'exécution des prestations

9.1. Bons de commande

Chaque accord-cadre s'exécute par bons de commande établis au fur et à mesure des besoins de Météo-France pendant toute sa durée. Ils sont émis par la Direction des Systèmes d'Observation (DSO).

Chaque bon de commande relatif à chaque lot précise :

- le nom, l'adresse et la raison sociale du titulaire,
- le numéro de l'accord-cadre,
- la date et le numéro du bon de commande,
- la désignation précise et détaillée des prestations,
- les délais d'exécutions (date de début et de fin),
- le délai maximum de livraison,
- les dates et lieux d'exécutions des prestations,
- le montant du bon de commande HT,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant du bon de commande TTC,
- La référence du devis correspondant si nécessaire.

Les bons de commande prennent effet à compter de leur date de notification.

Les bons de commande peuvent être passés durant la période de validité de l'accord-cadre et s'exécuter au-delà de la date de fin de validité de l'accord-cadre, sans que leur durée d'exécution dépasse de plus de six mois cette date de fin de validité.

9.2. Documents nécessaires à la réalisation des pré-études et audits ATEX

Météo-France s'engage à fournir au titulaire l'ensemble des documents nécessaires à la réalisation de la prestation :

- L'étude d'adéquation technique du robot de radiosondage automatique à la réglementation ATEX ;
- Le zonage ATEX du robot de radiosondage automatique ;
- L'étude d'adéquation technique du générateur d'hydrogène à la réglementation ATEX ;
- Le zonage ATEX du générateur d'hydrogène.

9.3. En cas de groupement d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le titulaire peut prévoir dans son mémoire technique que les éventuels bons de commande et les ordres de service sont adressés par Météo-France, par dérogation aux articles 3.7.4 et 3.8.4 du CCAG/PI, aux membres du groupement qui ont alors qualité pour formuler des observations. Il peut également prévoir dans son mémoire technique que les demandes de paiements sont présentées, par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG/PI, par les membres du groupement, lesquels sont alors habilités à formuler ou transmettre des réclamations par dérogation à l'article 12.1.4 du CCAG/PI.

10. Livrables

Les livrables sont fournis sous forme papier et/ou sous forme électronique.

10.1. Pré-études ATEX

La pré-étude de site doit permettre de préparer l'installation ou la modification d'un élément de l'installation pour les stations de radiosondage (déplacement, modification du mode de génération d'Hydrogène...). Le résultat de cette pré-étude est la fourniture d'un DRPCE décrivant les contraintes sur l'implantation et les travaux d'infrastructure pour que le déploiement des systèmes respecte la réglementation ATEX.

Cahier des clauses particulières commun aux accords-cadres n° 2436A0025-30	Pré-études ATEX et audits ATEX avec élaboration et mise à jour du DRPCE, formation des personnels aux risques ATEX pour les sites de Météo-France accueillant les systèmes de radiosondages fonctionnant à l'hydrogène	Page 9 / 20
----------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------

10.2. Audit de mise à jour du DRPCE

Le résultat de cet audit doit être :

- Le rapport du DRPCE mis à jour mentionnant les éventuels écarts par rapport aux exigences de la réglementation ATEX en vigueur ;
- La présentation faite aux agents sur leur installation.

10.3. Formation des agents des DROM-COM aux risques ATEX

Le livrable de cette prestation est une formation avec un support pédagogique pour chaque participant.

10.4. Consultance

Les livrables de cette prestation sont des rapports, validation de documents émis par Météo-France.

11. Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations : pré-étude ATEX, mise à jour du DRPCE et consultance sont de soixante jours maximum hors congés annuels et s'entendent à compter de la date de notification du bon de commande correspondant.

Météo-France s'engage à fournir au titulaire tous les éléments nécessaires à la réalisation de la prestation dans un délai compatible avec les échéances prévues.

11.1. Stipulations particulières

Si un événement extérieur à l'accord-cadre et connu de tous empêche le respect du délai contractuel de réalisation de la prestation, le titulaire s'engage à en informer Météo-France au plus vite. Le cas échéant et après accord des deux parties, un délai supplémentaire peut être accordé au titulaire par Météo-France.

12. Livraison

Chaque document est livré conformément aux spécifications indiquées dans l'offre technique du titulaire et dans les délais maximums prévus à l'article 11 « Délais d'exécution » du présent document.

Chaque document est livré par les soins du titulaire à l'adresse indiquée ci-dessous :

METEO-FRANCE
DSO/DOA
42 avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse Cedex 1

ou par voie électronique (courrier électronique, dépôt FTP...) suivant disposition déterminée à chaque prestation.

13. Opérations de vérification et admission

13.1. Opérations initiales de vérification et d'admission

A l'issue de la réalisation de chaque prestation, Météo-France procède à une vérification quantitative et qualitative.

Météo-France se réserve un délai maximum **de quinze jours** pour effectuer l'admission de la prestation à partir des spécifications techniques fournies dans l'offre du titulaire.

A l'issue des opérations de vérification, Météo-France prononce :

- soit l'admission : une attestation de service fait, valant procès-verbal d'admission, est alors établie par Météo-France et permet la mise en paiement de la facture correspondante.
- soit l'ajournement, la réfaction ou le rejet en application des dispositions prévues au chapitre 5, articles 29.2, 29.3 et 29.4 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles.

Cahier des clauses particulières commun aux accords-cadres n° 2436A0025-30	Pré-études ATEX et audits ATEX avec élaboration et mise à jour du DRPCE, formation des personnels aux risques ATEX pour les sites de Météo-France accueillant les systèmes de radiosondages fonctionnant à l'hydrogène	Page 10 / 20
----------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------

En cas d'ajournement, le titulaire dispose d'un délai maximum de **quinze jours (15)** pour remédier aux anomalies constatées.

L'ajournement n'exonère pas le titulaire des pénalités de retard.

13.2. Stipulations particulières en cas d'ajournement, de réfaction ou de rejet

Météo-France procède alors à nouveau aux opérations de vérification dans un délai maximal **de quinze jours** et :

- si les vérifications sont positives, prononce l'admission : une attestation de service fait, valant procès-verbal d'admission, est alors établie par Météo-France et permet la mise en paiement de la facture correspondante.
- si les vérifications sont négatives, Météo-France a la possibilité :
 - de résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire dans les conditions prévues au chapitre 7 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles ;
 - ou de poursuivre une procédure d'ajournement, de réfaction ou de rejet comme mentionnée ci-dessus à l'article 13.1.

L'ajournement n'exonère pas le titulaire des pénalités de retard.

14. Obligations du titulaire

14.1. Assurances

Le titulaire se conforme aux stipulations de l'article 9 du CCAG/PI.

14.2. Accès réglementé aux locaux

L'accès à certains sites est soumis à une autorisation préalable nominative délivrée par Météo-France. Chaque intervention d'un agent du titulaire sur un de ces sites doit donner lieu à une autorisation spéciale d'accès pour cet agent.

Le titulaire ou son sous-traitant se rapproche du responsable technique de Météo-France afin que toutes les démarches réglementaires soient effectuées et que les dispositions soient prises pour l'accueil de l'intervenant à l'entrée d'un de ces sites. Ces intervenants doivent impérativement présenter une carte professionnelle. Le personnel qui contreviendrait à ces règles n'est pas autorisé à pénétrer sur le site ou dans les locaux, sans que cela suspende les délais d'exécution.

14.3. Insertion sociale

Il est dérogé à l'article 16.1 du CCAG/PI.

14.4. Obligations environnementales du titulaire

Dans un souci de réduction de l'impact carbone, Météo-France encourage, autant que faire se peut, l'utilisation des techniques de visioconférence.

14.5. Secret professionnel

Le titulaire observe le secret professionnel. À ce titre, il est astreint à une stricte obligation de confidentialité. Cette obligation demeure après le terme du marché public.

Ce secret s'étend notamment aux échanges auxquels le titulaire assiste ou participe, aux consultations qu'il donne à Météo-France, aux correspondances échangées ainsi qu'à tous les documents préparés au cours de l'exécution du marché public. Ce secret couvre également les affaires, documents, dossiers ou travaux élaborés par les agents du titulaire.

Les documents, renseignements, ou de façon plus générale, toutes les informations obtenues dans le cadre du marché public sont couverts par l'application du secret professionnel et ne peuvent être communiqués à des tiers. Cette restriction est levée si les documents, renseignements ou informations sont du domaine public.

14.6. Transfert des données

Au terme du marché public, le titulaire remet à Météo-France et au nouveau titulaire choisi par Météo-France, tous les documents ayant un caractère officiel dont il est dépositaire ainsi que tous les documents et informations nécessaires à l'exécution ou à l'achèvement de la mission qui lui était confiée ; la remise devant intervenir dans un délai permettant d'éviter toute forclusion ou prescription.

14.7. Information et conseil

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil notamment d'information et de recommandation auprès de Météo-France. Le titulaire s'engage à informer Météo-France sans délai de toute nouveauté technologique ou de tout nouveau produit plus adapté, au cours de l'exécution du marché public.

15. Garantie

Le titulaire garantit la conformité des prestations aux stipulations du marché pendant une durée d'un an dans les conditions prévues par l'article 30 du CCAG/PI.

16. Personnes désignées pour l'exécution des prestations

L'ordonnateur des dépenses de la direction des systèmes d'observation est la Présidente-directrice générale de Météo-France. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction générale
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le représentant de Météo-France pour les besoins de l'exécution du présent marché public est la directrice des systèmes d'observation. Elle est l'interlocutrice du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché. Ses coordonnées sont :

Météo-France
DSO/D
42 avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse cedex 1

Le correspondant technique de Météo France est la directrice des systèmes d'observation ou son représentant.

La personne responsable pour fournir les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est le directeur financier de Météo-France ou son représentant. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction financière
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le comptable assignataire des dépenses est l'agent comptable secondaire de Toulouse. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Agence comptable secondaire
42 avenue gaspard Coriolis
31057 Toulouse Cedex 1

Le titulaire indique au plus tard à la notification du marché public :

- un contact qui est l'interlocuteur privilégié de Météo-France pour tout ce qui concerne l'ensemble des aspects techniques et contractuels ;

Cahier des clauses particulières commun aux accords-cadres n° 2436A0025-30	Pré-études ATEX et audits ATEX avec élaboration et mise à jour du DRPCE, formation des personnels aux risques ATEX pour les sites de Météo-France accueillant les systèmes de radiosondages fonctionnant à l'hydrogène	Page 12 / 20
----------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------

- l'adresse courriel du responsable du suivi des documents que le titulaire doit transmettre à <https://www.e-attestations.com> (cf. article 22 du présent cahier des clauses particulières).

Les délais de trente jours prévus par l'article 3.4.3 et par le e) de l'article 39.1 du CCAG/PI sont ramenés à huit jours.

17. Propriété intellectuelle

La loi française est seule applicable.

17.1. Régimes des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Les stipulations des articles 33 et 34 du CCAG/ PI s'appliquent.

18. Protection des données personnelles

Pour l'exécution du présent marché public le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, qui comprend en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ou « règlement européen sur la protection des données »), et la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée. Il se conforme à l'article 5.2 du CCAG/PI.

18.1. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités prévues par le présent marché.
- Traiter les données conformément aux instructions de Météo-France. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit français relative à la protection des données, il en informe immédiatement Météo-France. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer Météo-France de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.
- Ce que seuls ses personnels en charge de l'exécution du marché aient accès aux données à caractère personnel traitées. Il veille à ce que ces personnels :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection.

18.2. Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles permettant la sécurisation des données et des traitements.

Il s'engage à ce titre à se conformer aux mesures de sécurité des données et des traitements, notamment techniques et organisationnelles, qu'il a définies dans son mémoire technique.

18.3. Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique de Météo-France.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché. Il agit pour le compte et selon les instructions de Météo-France. En particulier, n'ont accès aux données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché que les personnels du sous-traitant en charge de son exécution.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant Météo-France de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

18.4. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à Météo-France de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider Météo-France à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, celui-ci doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique aux responsables du marché désignés conformément à l'article 16 du présent cahier des clauses particulières.

18.5. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie sans délai à Météo-France toute violation des conditions des traitements des données à caractère personnel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à Météo-France, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

18.6. Assistance

Le titulaire assiste Météo-France, en cas de besoin, pour les éventuelles études d'impact ou réponses à sollicitations concernant les données personnelles traitées dans le cadre du marché.

18.7. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire s'engage à tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de Météo-France comprenant :

- le nom et les coordonnées des responsables du marché désignés conformément à l'article 16 du présent cahier des clauses particulières, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre.

18.8. Documentation

Le titulaire met à la disposition de Météo-France la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par Météo-France ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

19. Établissement des prix

19.1. Définition

Les prix sont fixés à l'annexe financière de l'acte d'engagement de chaque accord-cadre. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'assurance. Les prix sont unitaires et révisibles.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes et en toutes taxes comprises (TTC, incluant la TVA).

Le taux normal actuel de TVA est en France de 20 %, en Guadeloupe et à la Réunion de 8,5 %, en Polynésie française de 16 %. La TVA n'est pas applicable en Guyane et en Nouvelle-Calédonie.

Ce taux n'est mentionné qu'à titre indicatif : en cas de modification de la législation fiscale, il est fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

Pour un fournisseur établi à l'étranger, le prix peut être indiqué en hors taxes et Météo-France peut alors régler directement la TVA auprès des services fiscaux français.

19.2. Révision des prix

Pour chaque lot, les prix établis dans les conditions économiques au mois de la remise de l'offre et mentionnés à l'annexe financière de l'acte d'engagement sont révisés annuellement à partir de la première date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

L'indice de référence est l'indice mensuel Syn Rév établi par la Fédération Syntec et publié sur le site internet <https://www.syntec.fr/>.

Le coefficient de révision des prix est calculé à l'aide de la formule paramétrique suivante :

$$P_1 = P_0 \times (S_1/S_0)$$

Dans laquelle :

- **P₁** : Prix révisé.
- **P₀** : Prix initial figurant à l'annexe financière à l'acte d'engagement.
- **S₁** : Dernière valeur non provisoire de l'indice de référence publiée à la date du calcul de la révision de prix, qui intervient au cours du mois qui précède sa date d'entrée en application.
- **S₀** : Valeur de l'indice de référence afférente au mois au cours duquel le titulaire a remis son offre finale.

La révision de prix est calculée par Météo-France, qui communique par tout moyen au titulaire les prix révisés.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. Le prix révisé (P₁) par application de ce coefficient est arrondi à la deuxième décimale la plus proche.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG/PI, les prix à payer pour les prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande sont ceux applicables à la date de la commande.

Si l'indice retenu cesse d'être publié, un nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme de publication est de plein droit applicable. Dans l'hypothèse où aucun indice ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice est effectuée par voie de modification au marché.

19.3. Modalités applicables en cas de titulaire étranger

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

Tous les documents, factures, doivent être rédigés en français.

20. Paiements

20.1. Avance

Il n'est pas prévu d'avance.

20.2. Modalités de paiement

Les prestations sont payées à terme échu après leur admission par Météo-France, ou à compter de la date de réception de la facture correspondante si celle-ci est postérieure à la date d'admission.

Météo-France se libère des sommes dues par virement sur le compte des titulaires défini dans l'acte d'engagement ou du document en tenant lieu. Le paiement s'effectue suivant le respect des règles de la comptabilité publique.

Le délai de paiement est de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par Météo-France ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure.

20.3. Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement de trente jours, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

20.4. Établissement des factures

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

En application des articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct sont tenus de transmettre les factures sous forme électronique via le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles à l'adresse :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées à Météo-France doivent comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- Le numéro de l'accord-cadre.
- Le numéro de SIRET qui identifie Météo-France en tant que destinataire de la facture : 18006 0030 02117.
- Le code service de l'entité de Météo-France responsable : 36DSOA.
- Le cas échéant, le numéro d'engagement juridique (EJ) qui est mentionné sur le bon de commande transmis par Météo-France.

Le service en charge du traitement des factures est :

Toute facturation qui serait envoyée à Météo-France soit avant l'échéance prévue au marché, soit selon des modalités différentes de celles prévues par le présent marché, soit non conforme au marché (montant, quantité...), est renvoyée systématiquement au titulaire, qui doit la représenter conformément au marché.

21. Cession ou nantissement des créances

Le marché peut être nanti ou cédé dans les conditions définies par les articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

Conformément aux articles L. 313-23 à L. 313-34 du code monétaire et financier, la créance cédée ou nantie doit être notifiée au comptable public assignataire des paiements, et l'exemplaire unique du marché doit être remis entre ses mains.

22. Pièces et attestations à fournir

22.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, Météo-France peut, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de quinze jours, résilier le marché public, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

22.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail)

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, Météo-France enjoint au titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le titulaire a deux mois à compter de sa mise en demeure pour apporter à Météo-France la preuve de la fin de la situation délictuelle. À défaut, à l'issue de ces deux mois, Météo-France peut résilier le marché public sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Météo-France informe l'agent auteur du signalement des suites données par le titulaire à son injonction.

22.3. Liste nominative du personnel étranger

Conformément à l'article D. 8254-2 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre à Météo-France, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 et affectés à la réalisation des prestations objet du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de cette liste doit être réalisée tous les six mois, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché public. Cette liste doit être déposée par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Si le titulaire n'emploie pas de salarié étranger, il doit néanmoins en faire la déclaration.

22.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs

Tout titulaire établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 code du travail.

Par suite, et conformément à l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire adresse à Météo-France, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSi » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant qu'il s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, Météo-France vérifie que le titulaire qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

23. Pénalités

23.1. Pénalités pour retard

Cet article déroge aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG/PI.

Lorsque le délai contractuel d'admission est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard à l'admission, des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 1000$$

Dans laquelle :

P = Montant HT de la pénalité

V = Valeur HT de la prestation concernée par le retard

R = Nombre de jours de retard par rapport à la date contractuelle d'admission

L'application des pénalités s'effectue après constitution d'un dossier de pénalités, à l'initiative de la direction des systèmes d'observation.

Ce dossier est complété des observations du titulaire et du responsable technique concerné de Météo-France, afin que Météo-France prenne ensuite sa décision qui est notifiée au titulaire.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 250 € HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

23.2. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel

En cas de violation des mesures de sécurité ou des obligations de confidentialité prévues par le marché ou des obligations réglementaires ou contractuelles relatives à la protection des données à caractère personnel, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité ou de confidentialité n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;

- en cas de non-respect des règles de sécurité ou de confidentialité impliquant des données à caractère personnel ou toute méconnaissance de la réglementation ou des clauses du marché applicables en matière de protection des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

Lorsque Météo-France envisage d'appliquer des pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel, l'établissement invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements constatés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

23.3. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale

Cet article déroge à l'article 16.1.5 du CCAG/PI.

23.4. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale

Cet article déroge à l'article 16.2.3 du CCAG/PI.

24. Résiliation

Le marché public est résiliable par Météo-France dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/PI.

Sans préjudices des stipulations du CCAG/PI, et conformément aux articles L. 2195-3 et L. 2195-4 du code de la commande publique, le marché public est résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique sont inexacts, ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 ou R. 1263-12 du code du travail, conformément à l'article 22.1 du présent document. La résiliation du marché public est alors prononcée par Météo-France, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité. Météo-France peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 27 du CCAG/PI.

En outre, en cas de mauvaise exécution des prestations prévues au marché public ou de manquement grave dans les prestations, Météo-France peut, après mise en demeure, prononcer la résiliation du présent marché sans avoir à verser d'indemnité. Météo-France s'acquitte alors du montant des prestations réellement exécutées.

En cas de résiliation du marché public, quelle qu'en soit la cause, un décompte de résiliation est effectué conformément au cahier des clauses administratives générales applicable.

25. Litiges et attribution de juridiction

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché public qui n'aurait pas pu être réglé dans le cadre des stipulations du chapitre 8 du CCAG/PI, les deux parties entendent le soumettre au Tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle, 77000 Melun.

La loi française est seule applicable. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français.

26. Dérogations

Les articles suivants du cahier des clauses administratives particulières dérogent aux stipulations mentionnées dans le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles :

Cahier des clauses particulières commun aux accords-cadres n° 2436A0025-30	Pré-études ATEX et audits ATEX avec élaboration et mise à jour du DRPCE, formation des personnels aux risques ATEX pour les sites de Météo-France accueillant les systèmes de radiosondages fonctionnant à l'hydrogène	Page 19 / 20
----------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------

Article du CCAP/AE	Libellé de l'article	Nature de la dérogation	Article du CCAG/PI
7	Notification		2 et 3.1.1
9.3	En cas de groupement d'opérateurs économiques		3.7.4 ; 3.8.4 ; 12.1.3 et 12.1.4
14.3	Insertion sociale		16.1
16	Personnes désignées pour l'exécution des prestations	Dérogation partielle Huit jours à la place de trente	3.4.3 et o) du 41.1
19.2	Révision des prix	Dérogation partielle	10.2.2
23.1	Pénalités pour retard d'exécution		14.1
23.3	Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale	Pas de pénalités	16.1.5
23.4	Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale	Pas de pénalités	16.2.3